



CAPD du vendredi 28 septembre 2012

Motion du SNUipp Tarn sur la formation continue

Cette année encore l'offre de Formation Continue reste largement insatisfaisante.

Sur les 84 stages proposés, 16 seulement sont des stages à candidatures individuelles : pour 8 d'entre eux le remplacement est assuré par des titulaires remplaçantEs, pour 6 d'entre eux le remplacement est assuré par des étudiantEs en Master2, et 2 pour d'entre eux le remplacement est assuré par des Professeurs des Ecoles Stagiaires (PES).

L'essentiel des stages se compose donc de 57 stages à public désigné, et de 11 conférences départementales le mercredi matin à Albi pour la plupart.

Les stages remplacés par des étudiantEs en Master2 ou par des Professeurs des Ecoles Stagiaires sont soumis à des contraintes multiples : zone ECLAIR et RRS exclues, classes isolées (classes uniques ou en RPI) exclues, classes multi-niveaux au delà de 2 niveaux exclues, BD/ZIL excluES, classes spécialisées exclues, cycle imposé... A ces contraintes s'ajoute la crainte que peuvent avoir les collègues à laisser la classe à des étudiantEs ou à des enseignantEs non titulaires qui n'ont pas une formation préalable suffisante.

Les stages remplacés par les titulaires remplaçantEs subissent d'autres contraintes : la disponibilité des titulaires remplaçantEs au moment du stage (48 sessions annulées l'an dernier).

A noter la situation particulière des BD et ZIL, qui ne font jamais partie des formations à public désigné, qui sont écartés des stages à remplacement PES et master 2. Ces personnels sont extrêmement limités dans leurs possibilités de formation...

Cet état des lieux explique sans doute le peu de candidatures pour l'ensemble des stages cette année. Les conditions de travail qui se dégradent dans les écoles, la surcharge de tâches diverses afférentes à la rentrée, et la suppression en masse des stages les années précédentes faute de titulaires remplaçantEs sont autant d'éléments qui découragent les collègues de candidater.

Le SNUipp-FSU dénonce l'imbrication de la formation initiale (PES et étudiantEs en master2) et de la formation continue, qui sont toutes les deux sacrifiées. Il rappelle son opposition à l'utilisation des étudiantES et PES comme moyens de remplacement. Il est opposé aux stages en responsabilité pour les étudiantEs, qui selon nous doivent seulement bénéficier de stages d'observation et de pratique accompagnée (SOPA). Il revendique une réelle formation initiale avec recrutement à niveau licence sur 2 ans rémunérée, validée par un diplôme de master2. Il est urgent d'investir dans l'Education.